ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 7 avril 1965, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant les mesures de sauvegarde des droits acquis par les fonctionnaires et agents en service le 1er septembre 1963, à l'égard des emplois attachés aux services locaux et régionaux de Bruxelles-Capitale", a donné le 14 avril 1965 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 7e april 1965 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende maatregelen ter vrijwaring van de rechten verkregen door de ambtenaren die op 1 september 1963 in dienst waren, ten opzichte van de betrekkingen verbonden aan de plaatselijke en gewestelijke diensten van Hoofdstad-Brussel", heeft de 14e april 1965 het volgend advies gegeven :

La base légale du projet se trouve dans l'article 45, alinéa 1er, de la loi du 2 août 1963,qui dispose :

"Pour autant que de besoin, le Roi prend des mesures transitoires ou de sauvegarde des droits acquis en faveur du personnel qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, est attaché aux services locaux et régionaux établis dans Bruxelles-capitale. En aucun cas, ces mesures ne peuvent entraver l'application de la loi".

+

+ +

Il est proposé de rédiger l'intitulé de la façon suivante :

"Arrêté royal portant des mesures transitoires et de sauvegarde des droits acquis en faveur des fonctionnaires et agents qui, lors de l'entrée en vigueur de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative, étaient attachés aux services locaux et régionaux établis dans Bruxelles-capitale".

+

+ +

Le projet trouvant sa base légale dans l'article 45, alinéa 1er, de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative, il n'y a pas lieu de viser au préambule les articles 29, 66, alinéa 2, et 67 de la Constitution. Le premier alinéa du préambule doit donc être omis.

+

+ +

.../...

Au deuxième alinéa du préambule, il convient de viser également le § 2 de l'article 20 de la loi du 2 août 1963, qui impose la connaissance élémentaire de la seconde langue, puisque l'article 1er du projet permet à titre transitoire de maintenir en fonctions des agents qui n'ont pas cette connaissance. Il y a lieu de viser, en outre, à cet alinéa, les articles 24, § 2, et 25, § 1er, de la loi du 2 août 1963 qui sont cités à l'article 1er, alinéa 2, du projet.

Il est, dès lors, proposé de rédiger le deuxième alinéa du préambule, devenant le premier alinéa, de la façon suivante :

"Vu la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative, notamment l'article 20, §§ 2, 4, 5 et 7, l'article 24, § 2, l'article 25, § 1er, et l'article 45, alinéa 1er;".

\+

\+ +

L'article 46 de la loi du 2 août 1963 dispose :

"Les mesures d'exécution de la présente loi ne doivent pas être soumises aux consultations prescrites par les statuts syndicaux.

Toutefois, quand ces mesures ont directement trait au statut du personnel, les organisations syndicales reconnues sont consultées".

Dans la mesure où le projet concerne des agents qui sont soumis à l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics, les organisations qu'il y a lieu de consulter sont celles qui sont agréées pour l'application de ce statut.

.../...

Pour le personnel qui dépend des communes ou des personnes publiques subordonnées aux communes, il n'existe pas un statut syndical. Toutefois, l'article 9 de la loi du 27 juillet 1961 modifiant certaines dispositions du titre IV de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier et rapportant la loi du 28 février 1961 complétant l'article 75 de la loi communale prévoit, pour des matières déterminées, la consultation des représentahts des organisations les plus représentatives des agents des provinces et des communes. Un arrêté royal du 23 octobre 1961 avait fixé les modalités de cette consultation syndicale. Il a été retiré par l'arrêté royal du 12 octobre 1964 (1), à la suite de l'introduction d'un recours devant le Conseil d'Etat.

La circonstance que pour les agents des communes et des personnes publiques subordonnées aux communes, il n'existe pas d'organisations syndicales reconnues, ne peut avoir pour effet de rendre inapplicable l'article 46, alinéa 2, de la loi du 2 août 1963. A défaut d'organisations reconnues, il y a lieu, pour assurer le respect de cette disposition légale, de consulter les organisations les plus représentatives des agents des communes et des personnes publiques subordonnées aux communes.

Le projet n'a donc satisfait aux prescriptions de l'article 46, alinéa 2, de la loi du 2 août 1963 que s'il a été soumis, pour consultation, aux organisations syndicales reconnues ou agréées qui représentent les

.../...

(1) Moniteur belge du 15 octobre 1964.

diverses catégories d'agents auxquelles il est applicable et, à défaut de telles organisations, aux organisations syndicales les plus représentatives de ces catégories d'agents.

\+

\+ +

Article 1er.

Cet article devrait être scindé en deux articles, les alinéas 1er et 2 formant l'article 1er et les alinéas 3 et 4 formant l'article 2.

Premier alinéa.

Les mots "le fonctionnaire ou l'agent unilingue, attaché le ... " devraient être remplacés par les mots : "Le fonctionnaire ou l'agent qui ne justifie de la connaissance que d'une seule langue et qui était attaché le ... ".

Tout service étant nécessairement établi dans une région linguistique, les mots "dans un service établi dans une région linguistique pour laquelle il est qualifié du point de vue linguistique" devraient être remplacés par les mots "dans un service pour lequel il est qualifié du point de vue linguistique" pour tenir compte des cas des communes dans lesquelles il existe un régime particulie

.../...

Les mots "Entretemps il ne peut cependant entrer en contact avec le public" paraissent excessifs. Le but poursuivi est d'assurer le respect de la règle inscrite à l'article 20, § 5, de la loi du 2 août 1963 qui dispose que, dans les services locaux de Bruxelles-capitale, nul ne peut être nommé ou promu à un emploi ou à une fonction mettant son titulaire en contact avec le public s'il ne justifie de la connaissance, soit suffisante, soit élémentaire, de la seconde langue. Pour assurer le respect de cette règle, il n'est pas nécessaire d'interdire, comme semble le faire le projet, à un agent qui ne justifie que de la connaissance d'une seule langue, d'entrer occasionnellement en contact avec un administré qui désire s'exprimer dans cette langue. Il est, dès lors, proposé de remplacer les mots reproduits ci-dessus par les mots : "Entre-temps, il ne peut cependant être chargé d'un emploi ou d'une fonction qui met son titulaire en contact avec le public".

Alinéa 2.

Il est proposé de rédiger cet alinéa de la façon suivante :

"L'alinéa 1er s'applique également au fonctionnaire ou à l'agent unilingue et qui était attaché le 1er septembre 1963 à un des services régionaux visés aux articles 24, § 2, et 25, § 1er, de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative".

Alinéa 3 (devenant l'article 2, alinéa 1er).

Le projet ne permet à l'agent qui, avant l'entrée en vigueur de la loi, a réussi un examen portant sur la seconde langue, que d'exercer un emploi mettant

.../...

son titulaire en contact avec le public, visé à l'article 20, § 5. Il ne lui permet pas, même s'il a réussi un examen sur la connaissance suffisante de la seconde langue, d'exercer un emploi visé à l'article 20, § 4.

Si le Gouvernement entendait permettre aux agents auxquels s'applique l'alinéa 3 de l'article 1er du projet d'occuper non seulement un emploi visé à l'article 20, § 5, de la loi du 2 août 1963, mais aussi d'occuper un emploi visé au § 4 du même article, cette disposition devrait être rédigée de la façon suivante :

"Le fonctionnaire ou l'agent qui, avant le 1er septembre 1963, a réussi un examen sur la connaissance suffisante ou élémentaire de la seconde langue, conserve l'avantage qui était attaché à cette réussite, en vue d'une nomination ou d'une promotion dans les services mentionnés à l'article 1er, à un des emplois visés à l'article 20, §§ 4 et 5, de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative et ce, suivant la distinction faite aux paragraphes précités".

Si cette hypothèse était écartée, les derniers mots du texte proposé ci-dessus devraient être remplacés par les mots : "... à l'article 20, § 5, de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative et ce, suivant la distinction faite au paragraphe précité".

.../...

Alinéa 4 (devenant l'article 2, alinéa 2).

Cet alinéa prévoit des mesures en faveur de l'agent nommé dans un "service soumis à un régime spécial".

La législation relative à l'emploi des langues prévoit plusieurs régimes spéciaux. On peut citer notamment :

- l'article 9 de la loi du 28 juin 1932, modifié par la loi du 8 novembre 1962 (communes situées à la limite des régions linguistiques);
- l'article 7 de la loi du 2 août 1963 (communes de Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse, Wemmel et Wezembeek-Oppem);
- l'article 8 de la loi du 2 août 1963 (communes de la région de langue allemande et communes malmédiennes).

En raison de la diversité des régimes spéciaux institués par la législation sur l'emploi des langues, il convient de préciser quel est le régime spécial visé par l'article 1er, alinéa 4, du projet. Il résulte de l'intitulé du projet, qui ne vise que les services locaux et régionaux de Bruxelles-capitale, ainsi que de la base légale invoquée, c'est-à-dire l'article 45, alinéa 1er, de la loi du 2 août 1963 qui ne concerne que ces mêmes services, que le service visé par l'article 1er, alinéa 4, du projet est un service de Bruxelles-capitale. Suivant les renseignements donnés par le délégué du Ministre, cette disposition du projet ne doit s'appliquer qu'aux services régionaux ayant leur siège à Bruxelles-capitale et qui sont soumis à un régime spécial. C'est l'hypothèse visée à l'article 24, § 2, de la loi du 2 août 1963.

.../...

Il est, dès lors, proposé de rédiger l'article 1er, alinéa 4, du projet, qui deviendrait l'article 2, alinéa 2, de la façon suivante :

"L'avantage prévu à l'alinéa 1er est également accordé au fonctionnaire ou à l'agent qui était en service le 1er septembre 1963 et dont la connaissance de la seconde langue a été régulièrement constatée d'après un critère autre qu'un examen, par l'autorité qui l'a nommé dans un service régional, ayant son siège à Bruxelles-capitale, soumis à un régime spécial et dans lequel le fonctionnaire ou l'agent intéressé occupe un emploi ou une fonction mettant son titulaire en contact avec le public".

Article 2 (devenant l'article 3).

L'article 20, §§ 4 et 5, de la loi du 2 août 1963 exige, dans certains cas, la connaissance suffisante de la seconde langue et, dans d'autres cas, la connaissance élémentaire de cette langue. L'article 9, § 6, de la loi du 28 juin 1932 faisait également une distinction entre l'examen sur la connaissance élémentaire de la seconde langue et l'examen sur la connaissance suffisante de cette langue. Il résultera du projet que les agents pourront à l'avenir se prévaloir de la réussite de l'examen organisé par l'article 9, § 6, de la loi du 28 juin 1932, mais uniquement s'ils ont réussi l'examen sur la connaissance suffisante de la seconde langue. L'agent qui, avant l'entrée en vigueur de la loi du 2 août 1963, a réussi l'examen sur la connaissance élémentaire de la seconde langue ne pourra plus se prévaloir de la réussite de cet examen, même dans les cas où l'article 20, § 5, de la loi du 2 août 1963 n'exige que cette connaissance. Si telle n'est pas l'intention du Gouvernement, le projet devrait être modifié.

.../...

Article 3 (devenant l'article 4).

Sur base d'une disposition légale qui permet au Roi de prendre des mesures transitoires ou de sauvegarde des droits acquis, le projet autorise des promotions en surnombre à des grades auxquels les intéressés n'avaient pas acquis le droit d'être nommés au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 2 août 1963. Il s'agit d'une conception extensive de la notion de droits acquis.

Le projet de loi sur l'emploi des langues en matière administrative, tel qu'il a été soumis au Conseil d'Etat, contenait plusieurs dispositions relatives aux droits acquis. Une de ces dispositions maintenait les droits acquis par les agents qui étaient en service avant l'entrée en vigueur de la loi du 28 juin 1932. Le Conseil d'Etat a fait observer que les arrêtés royaux pris pour l'exécution de cette loi ne se limitaient pas à de simples mesures conservant des avantages acquis et qu'ils autorisaient l'octroi à certains agents de promotions auxquelles ces agents n'avaient pas acquis un droit au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 28 juin 1932. Le Conseil d'Etat considérait que dans la disposition devenue l'article 43 de la loi, qui maintenait les droits acquis par des agents en service avant l'entrée en vigueur de la loi du 28 juin 1932, l'expression "droits acquis" devait être comprise dans le sens que lui avaient donné les arrêtés d'exécution de la loi du 28 juin 1932.

.../...

Le projet de loi contenait aussi des dispositions relatives aux droits acquis par des agents en service au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. Ces dispositions font l'objet de l'article 45 de la loi. Le Conseil d'Etat a déclaré qu'à défaut d'indication contraire, il était douteux que pour ces dispositions, le terme "droits acquis" ait le sens spécial qu'il avait pour l'application de la loi du 28 juin 1932 (Voyez Chambre des Représentants, session 1961-1962, Doc. 331, n° 1, p. 26).

Le législateur n'a pas précisé la notion de "droits acquis". Du fait que le législateur a employé deux fois la même expression aux articles 43 et 45, sans établir de distinction ou de précision au sujet de la notion de "droits acquis", le Gouvernement a pu déduire que cette notion a le même sens dans les deux articles et qu'ainsi elle permet des promotions en surnombre auxquelles les agents n'avaient pas encore acquis de droits au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. D'autre part, la mesure proposée par l'article 3 du projet est temporaire et entre ainsi dans la notion "de mesures transitoires" que l'article 45 de la loi du 2 août 1963 autorise le Roi à prendre.

\+

\+ \+

L'expression "si, étant statutairement proposé en vue d'une promotion" ne serait exacte que s'il était certain que les statuts de tous les agents visés par cet article prévoient, dans tous les cas, des propositions de promotion. Si tel n'était pas le cas, l'alinéa 1er devrait être rédigé de la façon suivante :

.../...

"Le fonctionnaire ou l'agent qui était attaché le 1er septembre 1963 à une administration d'une commune de Bruxelles-capitale ou à une administration d'une personne publique subordonnée à une commune de l'espèce, bénéficie à titre personnel, pendant le délai prévu à l'article 20, § 7, alinéa 2, de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative, d'une nomination hors cadre, s'il est écarté de la promotion qu'il aurait obtenue, pour le seul motif que, pour assurer l'application de la disposition précitée, l'emploi doit être attribué à un fonctionnaire ou à un agent de l'autre groupe linguistique".

L'article 4 (devenant l'article 5) devrait être rédigé comme suit :

"Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1963".

Rechtsgrond voor het ontwerp is artikel 45, eerste lid, van de wet van 2 augustus 1963, dat bepaalt :

"Voor zover zulks mocht nodig blijken, treft de Koning overgangsmaatregelen of maatregelen ter vrijwaring van verkregen rechten ten behoeve van het personeel dat, bij de inwerkingtreding van deze wet, verbonden is aan de plaatselijke en gewestelijke diensten die gevestigd zijn in Brussel-Hoofdstad. In geen geval mogen die maatregelen de toepassing van de wet in de weg staan".

+
+ +

Voorgesteld wordt, het opschrift als volgt te lezen :
"Koninklijk besluit houdende overgangsmaatregelen en maatregelen ter vrijwaring van verkregen rechten ten behoeve van de ambtenaren die bij de inwerkingtreding van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, verbonden waren aan de in Hoofdstad-Brussel gevestigde plaatselijke en gewestelijke diensten".

+
+ +

Aangezien het ontwerp rechtsgrond ontleent aan artikel 45, eerste lid, van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, hoeft in de aanhef niet te worden verwezen naar de artikelen 29, 66, tweede lid, en 67 van de Grondwet. Het eerste lid van de aanhef moet dus vervallen.

+
+ +

.../...

Het tweede lid van de aanhef zou ook moeten verwijzen naar § 2 van artikel 20 van de wet van 2 augustus 1963, krachtens welke de elementaire kennis van de tweede taal vereist is, want op grond van artikel 1 van het ontwerp kunnen ambtenaren die zulk een kennis niet bezitten bij overgangsmaatregel in dienst worden gehouden. Bovendien moet hetzelfde lid ook verwijzen naar de artikelen 24, § 2, en 25, § 1, van de wet van 2 augustus 1963, die in artikel 1, tweede lid, van het ontwerp vermeld zijn.

Derhalve wordt voorgesteld, het tweede lid van de aanhef, dat dan het eerste wordt, als volgt te lezen :

"Gelet op de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, inzonderheid op artikel 20, §§ 2, 4, 5 en 7, op artikel 24, § 2, op artikel 25, § 1, en op artikel 45, eerste lid;".

\+

\+ +

Artikel 46 van de wet van 2 augustus 1963 bepaalt :

"De maatregelen tot uitvoering van deze wet moeten niet onderworpen worden aan de adviezen die voorgeschreven zijn door de syndicale statuten .

Wanneer die maatregelen rechtstreeks betrekking hebben op de rechtspositie van het personeel, worden de erkende syndicale organisaties nochtans geraadpleegd".

Voor zover het ontwerp betrekking heeft op ambtenaren die onderworpen zijn aan het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten, moeten die organisaties worden geraadpleegd welke voor de toepassing van dat statuut erkend zijn.

.../...

Voor het personeel dat onder gemeenten of aan gemeenten ondergeschikte openbare personen ressorteert, bestaat er geen syndicaal statuut. Artikel 9 van de wet van 27 juli 1961 tot wijziging van sommige bepalingen van titel IV van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel en tot intrekking van de wet van 28 februari 1961 houdende aanvulling van artikel 75 van de gemeentewet bepaalt nochtans dat voor bepaalde aangelegenheden de vertegenwoordigers der meest representatieve organisaties van het provincie- en gemeentepersoneel moeten worden geraadpleegd. Een koninklijk besluit van 23 oktober 1961 had de nadere regelen van die raadpleging vastgesteld. Het is bij koninklijk besluit van 12 oktober 1964 (1) ingetrokken als gevolg van een beroep bij de Raad van State.

Het feit dat voor de ambtenaren van de gemeenten en van de aan gemeenten ondergeschikte openbare personen geen erkende vakorganisaties bestaan, kan niet tot gevolg hebben dat artikel 46, tweede lid, van de wet van 2 augustus 1963 geen toepassing zou vinden. Zijn er geen erkende organisaties, dan is het nodig, wil men die wetsbepaling nakomen, de representatieve organisaties van het personeel der gemeenten en der aan gemeenten ondergeschikte openbare personen te raadplegen.

Het ontwerp heeft dus aan de voorschriften van artikel 46, tweede lid, van de wet van 2 augustus 1963 slechts voldaan als het voor advies is voorgelegd aan de

.../...

---

(1) Belgisch Staatsblad van 15 oktober 1964.

erkende of aangenomen vakorganisaties die de onderscheiden categorieën van ambtenaren waarop zij van toepassing is, vertegenwoordigen en, bij gemis van zodanige organisaties, aan de voor die categorieën van ambtenaren representatieve vakorganisaties.

\+
\+ +

Artikel 1.

Dit artikel zou in twee artikelen moeten worden gesplitst, een voor het eerste en het tweede lid, en een tweede voor het derde en het vierde lid.

Eerste lid.

De woorden "De eentalige ambtenaar die op ... verbonden is" zouden moeten worden vervangen door : "De ambtenaar die slechts van de kennis van één taal doet blijken en op ... verbonden was".

Iedere dienst is noodzakelijk in een taalgebied gevestigd, zodat de woorden "naar een dienst die gevestigd is in een taalgebied, waarvoor hij uit taaloogpunt geschikt is" zouden moeten worden vervangen door : "naar een dienst waarvoor hij in taalopzicht geschikt is", wil rekening worden gehouden met gemeenten waar een bijzondere regeling geldt.

.../..

De woorden "Intussen mag hij evenwel geen omgang hebben met het publiek" lijken overdreven. De bedoeling is, de regel van artikel 20, § 5, van de wet van 2 augustus 1963 te doen nakomen, welke stelt dat in de plaatselijke diensten van Hoofdstad-Brussel niemand kan benoemd of bevorderd worden tot een ambt of betrekking waarvan de titularis omgang heeft met het publiek, indien hij er niet van laat blijken dat hij een voldoende of elementaire kennis van de tweede taal bezit. Opdat die regel wordt nagekomen, is het niet nodig, zoals het ontwerp wel lijkt te doen, aan een ambtenaar die slechts van de kennis van één taal doet blijker, te verbieden bij gelegenheid omgang te hebben met een bestuurde die zich in die bepaalde taal wenst uit te drukken. Derhalve wordt voorgesteld, de hiervorenvermelde woorden te vervangen door : "Inmiddels mag hij echter niet worden belast met een betrekking of een ambt waarvan de titularis omgang heeft met het publiek".

Tweede lid.

Dit lid leze men als volgt :

"Het eerste lid is mede van toepassing op de eentalige ambtenaar die op 1 september 1963 verbonden was aan een van de gewestelijke diensten bedoeld in de artikelen 24, § 2, en 25, § 1, van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken".

Derde lid (wordt artikel 2, eerste lid).

Krachtens het ontwerp kan de ambtenaar die, vóór de inwerkingtreding van de wet, geslaagd is voor een examen over de tweede taal, alleen een betrekking uitoefenen waarvan de titularis omgang heeft met het publiek,

.../...

als bedoeld in artikel 20, § 5, maar het staat hem niet toe, ook al is hij geslaagd voor een examen over de voldoende kennis van de tweede taal, een betrekking uit te oefenen als bedoeld in artikel 20, § 4.

Mocht het in de bedoeling van de Regering liggen, ambtenaren die onder toepassing van het derde lid van artikel 1 van het ontwerp vallen, niet alleen een betrekking als bedoeld in artikel 20, § 5, van de wet van 2 augustus 1963 te laten uitoefenen, maar ook een betrekking als bedoeld in § 4 van hetzelfde artikel, dan zou die bepaling als volgt moeten worden gelezen :

"De ambtenaar die vóór 1 september 1963 geslaagd is voor een examen over de voldoende of elementaire kennis van de tweede taal, behoudt het voordeel dat aan het slagen voor dat examen verbonden was, met het oog op een benoeming of een bevordering in de in artikel 1 vermelde diensten, tot een van de betrekkingen bedoeld in artikel 20, §§ 4 en 5, van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, en wel volgens het in genoemde paragrafen gemaakte onderscheid".

Wordt hier niet op ingegaan, dan zouden de laatste woorden van de hiervoren voorgestelde tekst moeten worden vervangen door : "... in artikel 20, § 5, van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, en wel volgens het in genoemde paragraaf gemaakte onderscheid".

.../...

Vierde lid (wordt artikel 2, tweede lid).

Dit lid bevat maatregelen ten gunste van de ambtenaar die benoemd is in een "dienst met een speciale regeling".

De wetgeving betreffende het gebruik van de talen kent verscheidene speciale regelingen, waaronder kunnen worden vermeld :

- artikel 9 van de wet van 28 juni 1932, gewijzigd bij de wet van 8 november 1962 (gemeenten op de grens van de taalgebieden);
- artikel 7 van de wet van 2 augustus 1963 (gemeenten Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Sint-Genesius-Rode, Wemmel en Wezembeek-Oppem);
- artikel 8 van de wet van 2 augustus 1963 (gemeenten uit het Duits taalgebied en gemeenten uit het Malmédyse).

Wegens de verscheidenheid van de speciale regelingen welke de wetgeving op het gebruik van de talen heeft ingesteld, moet nader worden bepaald welke van die regelingen in artikel 1, vierde lid, van het ontwerp is bedoeld. Uit het opschrift van het ontwerp, dat alleen doelt op de plaatselijke en gewestelijke diensten van Hoofdstad-Brussel, en uit de in het ontwerp vermelde rechtsgrond, namelijk artikel 45, eerste lid, van de wet van 2 augustus 1963, dat alleen op diezelfde diensten betrekking heeft, blijkt dat de in artikel 1, vierde lid, van het ontwerp bedoelde dienst er een is van Hoofdstad-Brussel Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, moet die bepaling van het ontwerp alleen toepassing vinden op de gewestelijke diensten waarvan de zetel gevestigd is in Hoofdstad-Brussel en die onder een speciale regeling vallen. Dit is het geval bedoeld in artikel 24, § 2, van de wet van 2 augustus 1963.

Derhalve wordt voorgesteld, artikel 1, vierde lid, van het ontwerp, dat artikel 2, tweede lid, zou worden, als volgt te lezen :

"Het voordeel van het eerste lid wordt ook verleend aan de ambtenaar die op 1 september 1963 in dienst was en wiens kennis van de tweede taal anders dan met een examen, regelmatig is vastgesteld door de overheid die hem benoemd heeft in een gewestelijke dienst, waarvan de zetel gevestigd is in Hoofdstad-Brussel, die onder een speciale regeling valt en waarin de betrokken ambtenaar een betrekking of een ambt uitoefent waarvan de titularis omgang heeft met het publiek".

Artikel 2 (wordt artikel 3).

Artikel 20, §§ 4 en 5, van de wet van 2 augustus 1963 eist in sommige gevallen de voldoende kennis van de tweede taal en in andere gevallen de elementaire kennis van die taal. Artikel 9, § 6, van de wet van 28 juni 1932 maakte ook een onderscheid tussen het examen over de elementaire kennis van de tweede taal en het examen over de voldoende kennis daarvan. Het ontwerp zal tot gevolg hebben dat de ambtenaren zich voortaan zullen kunnen beroepen op het feit dat zij geslaagd zijn voor het examen dat door artikel 9, § 6, van de wet van 28 juni 1932 georganiseerd is, maar alleen als zij geslaagd zijn voor het examen over de voldoende kennis van de tweede taal. De ambtenaar die, vóór de inwerkingtreding van de wet van 2 augustus 1963, geslaagd is voor het examen over de elementaire kennis van de tweede taal, zal zich daarop

.../...

niet meer kunnen beroepen, zelfs niet in de gevallen dat artikel 20, § 5, van de wet van 2 augustus 1963 alleen die kennis eist. Bedoelt de Regering het niet zo, dan zou het ontwerp moeten worden gewijzigd.

Artikel 3 (wordt artikel 4).

Op grond van een wetsbepaling krachtens welke de Koning overgangsmaatregelen of maatregelen ter vrijwaring van verkregen rechten kan nemen, staat het ontwerp toe in overtal te bevorderen in graden waarin de betrokkenen niet het recht hadden verkregen benoemd te worden bij de inwerkingtreding van de wet van 2 augustus 1963. Het betreft hier een verruimde opvatting van het begrip verkregen rechten.

Het ontwerp van wet op het gebruik van de talen in bestuurszaken, zoals het aan de Raad van State werd voorgelegd, bevatte een aantal bepalingen betreffende de verkregen rechten. Een van die bepalingen handhaafde de rechten verkregen door ambtenaren die in dienst waren vóór de inwerkingtreding van de wet van 28 juni 1932. De Raad van State heeft opgemerkt dat de ter uitvoering van die wet vastgestelde koninklijke besluiten zich niet beperkten tot blote maatregelen tot bewaring van verkregen voordelen en dat zij toestonden aan bepaalde ambtenaren bevorderingen toe te kennen waarop die ambtenaren geen recht hadden verkregen toen de wet van 28 juni 1932 in werking trad. De Raad van State oordeelde dat in de bepaling die artikel 43 van de wet geworden is, en die de rechten handhaafde welke verkregen waren door ambtenaren die in dienst waren vóór de inwerkingtreding van de wet van 28 juni 1932, de term "verkregen rechten" moest worden verstaan in de zin welke de besluiten tot uitvoering van de wet van 28 juni 1932 daaraan hadden gegeven.

Het ontwerp van wet bevatte ook bepalingen betreffende de rechten verkregen door ambtenaren die in dienst waren bij de inwerkingtreding van de nieuwe wet. Die bepalingen staan in artikel 45 van de wet. De Raad van State heeft gezegd dat, tenzij anders werd vermeld, het niet zeker was dat voor die bepalingen, de term "verkregen rechten" de bijzondere betekenis had welke hij had voor de toepassing van de wet van 28 juni 1932 (gedr. st., Kamer van Volksvert., zitting 1961-1962, nr 331/1, blz. 26).

De wetgever heeft het begrip "verkregen rechten" niet nader omschreven. Uit het feit dat de wetgever tweemaal dezelfde term heeft gebruikt in de artikelen 43 en 45, zonder een onderscheid te maken of een verduidelijking te geven in verband met het begrip "verkregen rechten", heeft de Regering kunnen afleiden dat dit begrip in beide artikelen dezelfde betekenis heeft en zodoende bevorderingen in overtal mogelijk maakt, waarop de ambtenaren nog geen recht verkregen hadden toen de nieuwe wet in werking trad. Anderzijds is de in artikel 3 van het ontwerp voorgestelde maatregel tijdelijk en valt hij dus onder de "overgangsmaatregelen" welke de Koning krachtens artikel 45 van de wet van 2 augustus 1963 kan vaststellen.

\+

\+ \+

De woorden "indien hij, statutair voorgesteld zijnde voor die bevordering" zouden alleen juist zijn indien vaststond dat de statuten van alle in dit artikel bedoelde ambtenaren in alle gevallen bevorderingsvoorstellen voorschrijven. Zo niet, zou het eerste lid als volgt moeten worden gelezen :

.../...

"De ambtenaar, die op 1 september 1963 verbonden was aan een bestuur van een gemeente van Hoofdstad-Brussel of aan een bestuur van een aan zulk een gemeente ondergeschikte openbare persoon, wordt, binnen de termijn bepaald in artikel 20, § 7, tweede lid, van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, onder persoonlijke titel, buiten kader benoemd als hij zich de bevordering die hij anders zou hebben gekregen, ontzegd ziet alleen omdat de betrekking ter toepassing van genoemde bepaling moet worden toegekend aan een ambtenaar van de andere taalgroep".

Artikel 4 (dat artikel 5 wordt) zou als volgt moeten worden gelezen :

"Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1963".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
R. PIRSON, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw : adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.